

**NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE
DE MARS 2009**

QUELQUES CHIFFRES-CLES DE L'ECONOMIE CAMEROUNAISE
(Montants en milliards de francs CFA)

Données annuelles	PIB 2009 (Projection)	10 294
	Taux de croissance réelle du PIB 2009 en % (Projection)	2,5
	Taux d'inflation 2009 en % (Projection)	3,0
	PIB 2008 (estimation)	10481
	Taux de croissance du PIB réel 2008 en % (estimation)	3,4
	Taux d'inflation 2008 en % (réalisation)	5,3
	Recettes internes de l'exercice 2007 (loi de règlement)	1935,8
	Recettes internes de l'exercice 2008 (estimation Tableau de Bord des Finances Publiques)	2182,0
	dont Recettes pétrolières	810,0
Recettes non pétrolières	1371,7	
Données mensuelles (mars 2009)	Variation des prix par rapport à février 2009 à Yaoundé (en %)	-0,2
	Variation des prix par rapport à février 2009 à Douala (en %)	-0,2
	Balance commerciale	n.d.
	Balance commerciale hors pétrole	-82,7
	Recettes budgétaires	215,4
	dont Recettes non pétrolières	195,3
	Solde de base non pétrolier hors financement extérieur	60,5

Sommaire

	Pages		Pages
Vue d'ensemble	2	Situation monétaire	10
Commerce extérieur	3	Marché monétaire et secteur financier	12
Finances publiques	7	Informations socio-économiques	15

Commerce extérieur

La balance commerciale hors pétrole du mois de mars 2009 accuse un déficit de 82,7 milliards résultant de 149,1 milliards d'importations et de 66,3 milliards d'exportations. Ce déficit se creuse de 4,6 milliards par rapport au mois précédent, consécutivement à une hausse de 10,6% des importations hors pétrole, hausse qui n'a pas pu compenser celle de 17,6% des exportations. Comparativement au mois de mars 2008, l'on note plutôt un rétrécissement de 74,2 milliards du solde commercial hors pétrole.

Sur l'ensemble des trois premiers mois de l'année 2009, le solde commercial hors pétrole se situe à -271,5 milliards contre -259,5 milliards pour la même période de l'année 2008.

Finances publiques

Les recettes budgétaires internes du mois de mars 2009 s'évaluent à 215,4 milliards et sont en augmentation de 114,2 milliards par rapport au mois de février. Cette hausse est attribuable tant aux recettes pétrolières qui augmentent de 8,3 milliards qu'aux recettes non pétrolières qui passent de 89,4 milliards à 195,3 milliards.

Le cumul des recettes budgétaires internes au terme des trois premiers mois de l'exercice 2009 s'élève 431,7 milliards, diminuant ainsi de 71,3 milliards par rapport à la même période de l'exercice 2008. Cette baisse est attribuable aux recettes pétrolières qui connaissent une diminution de 87,8 milliards.

Les dépenses totales effectuées au cours du mois de mars 2009 se chiffrent à 176,6 milliards, en augmentation de 59,6 milliards par rapport au mois précédent. Cette hausse est observable sur l'ensemble des postes de dépenses. Ainsi, les dépenses courantes induites par les achats de biens et services augmentent de 35,9 milliards, les dépenses d'investissement sur ressources propres s'accroissent de 20,3 milliards et le service de la dette de 8,2 milliards.

Au terme du premier trimestre de l'exercice 2009, les dépenses publiques cumulées s'élèvent à 448,1 milliards contre 374,9 milliards à la même période de l'exercice antérieur, augmentant ainsi de 19,5%.

Situation monétaire

Les avoirs extérieurs nets se situent à 1717 milliards à fin mars 2009 et augmentent de 1,5% par rapport au mois de février 2009. Le crédit intérieur régresse de 4,8% en s'établissant à 642 milliards contre 675 milliards le mois précédent. Cette conjoncture découle d'une baisse de 7,8% des créances nettes du système monétaire sur l'Etat et d'une hausse de 1,2% du crédit à l'économie.

Reflétant ces évolutions, la masse monétaire (M2) régresse de 1,1% pour se situer à 2068 milliards à fin mars 2009, contre 2096 milliards à fin février 2009. Par contre, en glissement annuel, la masse monétaire progresse de 9,4%.

Marché monétaire et secteur financier

L'encours des avances de la BEAC aux établissements de crédit est de 5662 millions en mars 2009, contre 3690 millions en février 2009. Les établissements de crédit éligibles et institutions financières publiques ont effectué des placements à la BEAC pour un montant total de 210 milliards en mars 2009, contre 212 milliards en février. Le taux de couverture de la monnaie se stabilise à 93,6% au cours du premier trimestre 2009, le minimum statutaire étant de 20%.

Informations socio économiques

Par rapport au mois de février 2009, l'indice des prix à la consommation finale des ménages diminue de 0,2% en mars 2009 tant à Yaoundé qu'à Douala. En glissement annuel, les prix progressent plutôt de 3,8% à Yaoundé et de 2,3% à Douala, en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires et dépenses d'éducation et loisirs.

COMMERCE EXTERIEUR

Balance commerciale

En mars 2009, l'ensemble des échanges commerciaux hors pétrole sont évalués à 212,4 milliards enregistrant ainsi un accroissement de 12,5% par rapport au mois de février 2009. Constitués à 69,2% par les importations hors pétrole, ces échanges se sont soldés par un déficit de 82,7 milliards. Par rapport au mois de février 2009, ce déficit s'est creusé de près de 4,6 milliards. Le taux de couverture des exportations par les importations hors pétrole enregistre

néanmoins une augmentation de près de 3 points entre février et mars 2009.

En glissement annuel, le déficit commercial hors pétrole s'est réduit de 74,2 milliards suite à une baisse plus importante des importations hors pétrole (-37%) par rapport à celle des exportations de même nature (-16,7%).

Sur l'ensemble du premier trimestre 2009, le déficit commercial est de 271,5 milliards et s'aggrave de 12 milliards par rapport à la même période de 2008.

Tableau 1 : Résultats provisoires du commerce extérieur (en millions de francs CFA)

Quantité, en tonnes et valeur, en millions de F CFA

Période	mars-08	février-09	mars-09	jan-mars 08	jan-mars 09	Variation		
Libellés	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	c/b	c/a	e/d
Exportations	181 697	ND	ND	505 027	ND	NC	NC	NC
Pétrole brut	102 077	ND	ND	244 251	ND	NC	NC	NC
Exportations hors pétrole	79 620	56 663	66 360	260 776	178 735	17,1%	-16,7%	-31,5%
Importations	291 393	ND	ND	622 985	ND	NC	NC	NC
Pétrole brut	54 816	ND	ND	102 739	ND	NC	NC	NC
Importations hors pétrole	236 577	134 773	149 074	520 246	450 261	10,6%	-37,0%	-13,5%
Balance commerciale	-109 696	ND	ND	-117 958	ND	NC	NC	NC
Bal.com.hors pétrole	-156 957	-78 111	-82 714	-259 470	-271 527	-4 603	74 243	-12 057
Taux de couverture	62%	NC	NC	81%	NC			
Taux de couverture hors pétrole	34%	42%	45%	50%	40%			

Source : DGD/DAE _ MINEFI

NC : non calculée ;

ND : non disponible

Exportations

Les exportations hors pétrole se sont chiffrées à 66,4 milliards en mars 2009, soit une hausse de 17,1% par rapport à février 2009 et une diminution de 16,7% en glissement annuel.

En termes de structure, les exportations sont composées à 70% des produits ci-après : carburants et lubrifiants (26,4% des exportations totales hors pétrole), bois et ouvrages en bois (19%), coton brut (7,1%), cacao brut en fèves (4,6%), banane fraîche (4,6%), aluminium brut (2,8%), café (2,7%) et caoutchouc brut (2,5%).

Les exportations de banane fraîche, de café et de coton brut restent sur la tendance haussière observée depuis le début de l'année. En mars, les ventes de ces produits sont estimées respectivement à 3,0

milliards, 1,8 milliards et 4,7 milliards, s'inscrivant en hausse de 8,3%, 54,7% et 38,5% par rapport à février 2009. Ces évolutions s'expliquent principalement par un accroissement des quantités exportées.

A contrario, les exportations du cacao brut en fèves et d'aluminium brut sont sur une tendance baissière. Cette baisse du cacao brut en fèves (-62,2% en quantité et -62,3% en valeur par rapport à février 2009) se justifie par la diminution des quantités en liaison avec la fin de la campagne principale de la saison cacaoyère 2008/2009. La conjoncture morose de l'aluminium brut est la résultante d'une mévente et d'un effondrement des cours sur le marché mondial.

Par rapport au mois de février 2009, les exportations du caoutchouc brut ont baissé de 19,4% pour revenir à 1,6 milliard. En glissement annuel, la baisse est de 35,1%. Cette conjoncture est en relation avec les difficultés dans le secteur de l'automobile qui affectent négativement les cours.

Les exportations des carburants et lubrifiants s'inscrivent de nouveau dans une tendance haussière sous l'effet d'une reprise des cours du pétrole sur le marché mondial. En mars 2009, les ventes de ce produit se sont établies à 17,5 milliards, en hausse de 61% par rapport à février 2009 et de 22,7% en glissement annuel.

Les exportations de bois et ouvrages en bois sont évaluées à 12,6 milliards, avec 8,2 milliards pour le bois scié, 2,4 milliards pour le bois brut en grume, 1,4 milliard pour les feuilles de placages en bois. Si pour les deux

premiers, une tendance à la hausse est observée (+47,1% et +8,1% respectivement) par rapport au mois précédent, pour les feuilles de placages, on enregistre plutôt une diminution de 17,3%. Malgré ces évolutions, ce secteur subit de plein fouet la conjoncture économique actuelle. En glissement annuel, on note une baisse sensible aussi bien en valeur qu'en quantité sur tous ces produits.

En dehors de ces principaux produits, un fléchissement est observé au niveau des ventes de certains produits des industries locales. En effet, les exportations des produits suivants sont en baisse : ciment (14,1% en quantité et 17,3% en valeur), savons de ménage en morceaux (-19,5% et -25,3%), tôles en aluminium (-22% et -23,6%), huile de palme brute ou raffinée (-82,9% et -83%).

Tableau 2 : Principaux produits exportés quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA

Période Libellés	mars-08		février-09		mars-09		Variation			
	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Bananes fraîches	23 325	3 035	21 491	2 793	23 230	3 024	8,1	8,3	-0,4	-0,4
Café	4 120	4 160	1 512	1 159	2 267	1 794	50,0	54,7	-45,0	-56,9
dont café arabica	498	647	69	82	327	376	371,9	355,6	-34,3	-42,0
et café robusta	3 623	3 512	1 442	1 077	1 924	1 391	33,4	29,2	-46,9	-60,4
Huile de palme brute ou raffinée	1 052	938	908	775	155	132	-82,9	-83,0	-85,3	-86,0
Cacao brut en fèves	6 767	4 522	12 036	8 076	4 547	3 045	-62,2	-62,3	-32,8	-32,7
Pâte de cacao	240	280	858	1 355	1 097	1 581	27,9	16,7	357,2	465,5
Ciments	809	118	1 713	176	1 471	145	-14,1	-17,3	81,8	23,4
Huiles brutes de pétrole	372 511	102 077	ND	ND	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Carburants et lubrifiants	47 670	14 289	24 782	10 888	38 619	17 533	55,8	61,0	-19,0	22,7
Savons de ménage en morceaux	2 419	1 375	2 255	1 278	1 815	955	-19,5	-25,3	-24,9	-30,5
Caoutchouc brut	2 944	2 519	2 315	2 027	2 623	1 634	13,3	-19,4	-10,9	-35,1
Bois et ouvrages en bois	115 206	30 218	49 315	11 434	62 911	12 595	27,6	10,2	-45,4	-58,3
Bois brut (grumes)*	47 025	4 772	24 827	1 627	36 179	2 394	45,7	47,1	-23,1	-49,8
<i>Bois sciés*</i>	75 523	22 042	32 358	8 033	36 601	8 687	13,1	8,1	-51,5	-60,6
Feuilles de placage en bois	2 561	2 793	1 286	1 555	1 058	1 286	-17,8	-17,3	-58,7	-54,0
Coton brut	3 065	2 037	5 212	3 425	7 015	4 743	34,6	38,5	128,9	132,8
Art. de transport et d'emballage (bouteilles) en verre	2 763	796	2 375	793	3 449	1 115	45,2	40,7	24,8	40,1
Aluminium brut	4 288	4 545	4 218	2 677	2 863	1 873	-32,1	-30,0	-33,2	-58,8
Tôles en aluminium	282	468	212	348	165	266	-22,0	-23,6	-41,5	-43,2
Constructions et parties de constructions, en aluminium	549	893	263	411	508	798	93,5	94,0	-7,4	-10,7
<i>Total des exportations hors pétrole</i>		79 620		56 663		66 360		17,1		-16,7
Total général des exportations		181 697		ND		ND				

Légende: * = quantités de bois en mètres cubes;

Importations

En mars 2009, les importations hors pétrole s'élevèrent à 149,1 milliards contre 134,8 milliards il y a un mois, enregistrant ainsi une hausse de 10,6%. Cet accroissement est dû à celui des achats de certains produits alimentaires destinés à la consommation des ménages notamment les poissons de mer congelés, les produits céréaliers, etc.

En termes de structure, les importations hors pétrole du mois de mars 2009 sont composées essentiellement de produits alimentaires (34,1% du total des importations hors pétrole), des machines et appareils mécaniques ou électriques (15,1%), des véhicules et pièces détachées (8,7%), des matériaux de construction et des produits minéraux (6,2%).

Les importations de produits alimentaires se sont élevées à 50,8 milliards contre 26,5 milliards en février 2009, enregistrant ainsi une augmentation de 92%, sous l'impulsion des achats des poissons de mer congelés dont la valeur est passée du simple au double, du riz dont la valeur a été multipliée par quatre, des autres froments et méteils (113,6%), des sucres et sucreries (47,9%).

D'un montant de 22,4 milliards, les importations des machines et appareils mécaniques ou électriques ont enregistré une baisse de 41,8% par rapport au mois précédent et de 14% par rapport à mars 2008. Représentant 15,1% de la valeur des importations hors pétrole, elles sont composées des machines et appareils mécaniques (63,4%) et des machines et appareils électriques (36,6%). Ces deux principaux groupes de produits ont connu une évolution contrastée par rapport à février 2009 : hausse de +10,7% des machines et appareils mécaniques mais

baisse de 68,1% des machines et appareils électriques. C'est la même tendance que l'on observe pour ces groupes de produit en glissement annuel.

Les importations de matériaux de construction sont évaluées à 9,2 milliards, en baisse de 22,3% par rapport au mois précédent et de 33,7% par rapport à mars 2008. Au cours du mois de mars, ces importations ont été principalement composées d'ouvrages en fonte, fer ou acier (31,6%), de fonte, fer et/ou acier (20,7%), de l'aluminium et ouvrages en aluminium (8,5%), des produits céramiques (17,4%). Le recul des importations de matériaux de construction est imputable aux achats de la fonte, de fer et acier ainsi que leurs ouvrages.

Par rapport à février 2009, les importations de véhicules et pièces détachées ont enregistré une hausse de 22,7% pour s'élever à 13 milliards. En revanche, elles ont chuté de 33,9% en glissement annuel.

Les importations de produits minéraux hors huile brute de pétrole enregistrent une chute de 42,9% en valeur comparativement au mois précédent et de 93,8% par rapport à mars 2008. Ces évolutions sont la conséquence d'une baisse sensible des achats de clinker d'une part et des carburants et lubrifiants d'autre part.

A côté de ces derniers, les achats de certains groupes de produits sont restés assez dynamique notamment ceux des matières textiles ainsi que des produits des industries chimiques suite à un accroissement sensible des importations des engrais, des produits pharmaceutiques, des produits chimiques inorganiques, des insecticides, fongicides et herbicides.

Tableau 3 : Principaux produits importés quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA

Libellés	mars-08		février-09		mars-09		Variation			
	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Poissons de mer congelés	10 963	5 990	11 593	7 410	25 634	14 905	121,1	101,1	133,8	148,8
<i>Animaux et produits du règne animal</i>	<i>11 828</i>	<i>7 424</i>	<i>12 533</i>	<i>8 914</i>	<i>26 828</i>	<i>16 346</i>	114,1	83,4	126,8	120,2
Céréales	136 324	28 893	31 743	5 571	85 788	17 900	170,3	221,3	-37,1	-38,0
Autres froments et méteil	78 046	16 696	17 980	2 526	31 888	5 395	77,3	113,6	-59,1	-67,7
Riz	57 706	12 011	13 349	2 911	53 079	12 328	297,6	323,5	-8,0	2,6
Produits de la minoterie; malt	7 588	3 155	992	375	8 675	3 562	774,7	849,2	14,3	12,9
Malt non torréfié	4 771	1 931	622	241	6 112	2 699	882,4	1021,7	28,1	39,8
<i>Produits du règne végétal</i>	<i>144 568</i>	<i>32 978</i>	<i>37 419</i>	<i>7 520</i>	<i>94 936</i>	<i>22 008</i>	153,7	192,7	-34,3	-33,3
Huiles brutes ou raffinées	2 067	749	5 163	2 152	3 063	1 273	-40,7	-40,9	48,2	69,9
<i>Graisses et huiles animales ou végétales</i>	<i>2 331</i>	<i>899</i>	<i>5 662</i>	<i>2 444</i>	<i>3 651</i>	<i>1 555</i>	-35,5	-36,4	56,6	73,0
Sucres et sucreries	2 489	1 154	3 582	1 658	5 706	2 452	59,3	47,9	129,3	112,6
Sucres raffinés de canne ou de betterave	2 014	925	3 000	1 376	4 638	1 941	54,6	41,0	130,2	110,0
Préparations à base de céréales	1 062	1 300	1 761	1 356	2 444	1 229	38,8	-9,4	130,2	-5,4
Préparations de fruits et légumes	777	390	1 457	1 039	1 024	696	-29,7	-33,0	31,8	78,2
Préparations alimentaires diverses	827	1 118	698	880	1 291	1 567	84,9	78,0	56,1	40,1
Cigares et cigarettes	274	1 225	126	777	311	2 317	147,6	198,2	13,6	89,2
<i>Produits alimentaires industriels</i>	<i>8 749</i>	<i>6 897</i>	<i>11 656</i>	<i>7 612</i>	<i>17 226</i>	<i>10 896</i>	47,8	43,1	96,9	58,0
Sel; soufre; terres; ciments	78 665	4 541	147 178	9 188	91 634	5 705	-37,7	-37,9	16,5	25,6
Clinkers	37 826	2 356	97 466	6 048	66 200	4 009	-32,1	-33,7	75,0	70,1
Hydrocarbures	207 447	57 859	25 504	7 103	13 743	3 594	-46,1	-49,4	-93,4	-93,8
Huiles brutes de pétrole	200 151	54 816	ND	ND	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Carburants et lubrifiants	2 651	1 217	19 533	5 463	4 865	1 185	-75,1	-78,3	83,5	-2,6
<i>Produits minéraux</i>	<i>573 694</i>	<i>139 020</i>	<i>172 682</i>	<i>16 291</i>	<i>105 486</i>	<i>9 307</i>	-38,9	-42,9	-81,6	-93,3
Produits chimiques inorganiques	8 622	2 013	1 716	711	11 777	2 509	586,2	253,1	36,6	24,6
Produits pharmaceutiques	464	5 134	526	5 500	1 127	7 473	114,4	35,9	143,0	45,6
Engrais	19 013	4 280	1 035	302	16 687	3 866	1511,7	1179,1	-12,2	-9,7
Parfums et produits de beauté	473	2 591	738	1 571	867	3 699	17,5	135,4	83,1	42,8
Produits chimiques divers	1 608	3 500	1 196	2 269	1 934	3 902	61,7	72,0	20,3	11,5
Insecticides; fongicides; herbicides etc.	1 113	2 906	428	1 351	997	2 953	132,9	118,6	-10,4	1,6
<i>Produits des industries chimiques</i>	<i>32 994</i>	<i>19 808</i>	<i>8 089</i>	<i>12 997</i>	<i>35 524</i>	<i>23 899</i>	339,2	83,9	7,7	20,7
Matières plastiques	5 272	5 237	5 656	4 683	4 873	4 409	-13,8	-5,8	-7,6	-15,8
Caoutchouc	1 682	2 616	1 690	2 327	1 528	2 313	-9,6	-0,6	-9,2	-11,6
Pneumatiques neufs	1 150	1 928	1 017	1 578	888	1 419	-12,7	-10,1	-22,8	-26,4
Pneumatiques usagés ou rechapés	340	263	576	344	531	360	-7,9	4,7	56,1	37,2
<i>Matières plastiques et caoutchouc</i>	<i>6 954</i>	<i>7 853</i>	<i>7 346</i>	<i>7 010</i>	<i>6 401</i>	<i>6 723</i>	-12,9	-4,1	-8,0	-14,4
Friperie	2 790	2 347	2 789	2 089	2 997	2 286	7,4	9,4	7,4	-2,6
<i>Matières textiles et leurs ouvrages</i>	<i>4 905</i>	<i>5 906</i>	<i>4 592</i>	<i>4 321</i>	<i>5 072</i>	<i>4 547</i>	10,5	5,2	3,4	-23,0
Fonte, fer et acier	17 191	5 244	5 668	2 714	5 551	1 908	-2,1	-29,7	-67,7	-63,6
Ouvrages en fonte, fer et acier	3 793	3 986	3 523	4 472	2 585	2 921	-26,6	-34,7	-31,8	-26,7
<i>Métaux communs et leurs ouvrages...</i>	<i>22 399</i>	<i>11 745</i>	<i>10 647</i>	<i>9 550</i>	<i>9 143</i>	<i>6 801</i>	-14,1	-28,8	-59,2	-42,1
Machines et appareils mécaniques	3 099	13 891	2 863	12 866	2 519	14 238	-12,0	10,7	-18,7	2,5
Machines et appareils électriques	2 563	12 224	3 477	25 703	2 307	8 212	-33,7	-68,1	-10,0	-32,8
<i>Machines et app. mécaniques ou électriques</i>	<i>5 662</i>	<i>26 116</i>	<i>6 340</i>	<i>38 569</i>	<i>4 826</i>	<i>22 450</i>	-23,9	-41,8	-14,8	-14,0
Véhicules automobiles; tracteurs	6 141	14 242	5 379	10 098	5 106	10 516	-5,1	4,1	-16,9	-26,2
<i>Matériel de transport</i>	<i>11 159</i>	<i>19 723</i>	<i>5 573</i>	<i>10 621</i>	<i>6 983</i>	<i>13 036</i>	25,3	22,7	-37,4	-33,9
<i>Total des importations hors pétrole</i>		<i>236 577</i>		<i>134 773</i>		<i>149 074</i>		<i>10,6</i>		<i>-37,0</i>
Total général des importations		291 393		ND		ND		NC		NC

Cours mondiaux des produits de base

Cacao en fèves

Après une croissance soutenue depuis le début de la campagne cacaoyère 2008/2009, les cours moyens du cacao brut en fèves ont accusé un léger repli en mars 2009, pour se situer à 2494,0 dollars la tonne, en diminution de 6,3% par rapport au mois précédent et de 5,8% par rapport à mars 2008. Cette baisse est due au ralentissement de la demande mondiale se traduisant par l'accumulation des stocks des invendus de chocolat en Europe.

Café

En mars 2009, les cours moyens du café arabica et du café robusta se sont établis respectivement à 2818,1 et 1708,9 dollars la tonne, en diminution de 0,5% et de 4,9% par rapport à février 2009 et de 13,7% et 36,7% en glissement annuel. Ces évolutions traduisent le fragile équilibre entre l'offre et la demande créé par la réduction de la production en Colombie suite à des problèmes climatiques ainsi qu'à la mise en œuvre du programme de régénération des caféiers.

Caoutchouc

Les cours du caoutchouc continuent dans la tendance baissière observée depuis septembre 2008 avec la crise financière et la chute des cours du pétrole. En mars 2009, le cours moyen se situe à 1431 dollars la tonne, en recul de 2,2% par rapport au mois précédent et de 49,1% en glissement annuel. Cette conjoncture s'explique par la contraction de la consommation mondiale de caoutchouc, directement liée aux effets de la crise sur les ventes de voitures et de pneumatique (70% de l'usage final du caoutchouc).

Huile de palme

En mars 2009, les cours de l'huile de palme

s'inscrivent dans une tendance haussière avec un accroissement de 4,4% pour se situer à 597 dollars la tonne. Cette fermeté s'explique par les inquiétudes sur l'offre mondiale de ce produit. En effet, selon les analystes, les premiers producteurs mondiaux d'huile de palme, l'Indonésie et la Malaisie, pourront voir leurs productions d'huile de palme chuter dans la période avril-juin, entraînant la diminution des stocks de plus de 50% en dessous de 2,5 Mt à la fin de la période, contre un record de 5 Mt en novembre 2008. En glissement annuel, ces cours ont néanmoins baissé de 52,2%.

Aluminium

Les cours de l'aluminium ont amorcé depuis le mois de juillet 2008 une chute vertigineuse pour s'établir en février 2009 à 1330 dollars la tonne, perdant près de 57% de sa valeur en neuf mois. En mars 2009, ces cours se sont stabilisés suite au vaste programme de réduction de la production engagé par les producteurs. Le cours moyen en ce mois a été de 1336 dollars la tonne, en retrait de 52,2% par rapport à mars 2008. Un stock important et de sombres perspectives dans le secteur automobile influencent négativement l'évolution des cours.

Pétrole

Après avoir été sur une pente descendante au second semestre 2008, les cours du pétrole se sont stabilisés autour de 40 dollars le baril en début d'année 2009. Cette stabilité est la résultante de la réduction de la production pétrolière par les principaux pays de l'OPEP. En mars 2009, les cours du pétrole brut se sont à nouveau inscrits en hausse de 11,5% par rapport à février 2009 pour s'élever à 46,7 dollars le baril. En glissement annuel, les cours ont perdu 54,2% de leur valeur.

Tableau 4 : Cours mondiaux des produits de base

Produits	mars-08	févr.-09	mars-09	Variation (en %)	
	(a)	(b)	(c)	c/b	c/a
Cacao en fève (\$/t)	2 648,0	2 661,0	2 494,0	-6,3	-5,8
Café arabica (\$/t)	3 265,7	2 833,5	2 818,1	-0,5	-13,7
Café robusta (\$/t)	2 699,0	1 797,1	1 708,9	-4,9	-36,7
Huile de palme (\$/t)	1 249,0	572,0	597,0	4,4	-52,2
Aluminium brut (\$/t)	3 005,0	1 330,0	1 336,0	0,5	-55,5
Caoutchouc (\$/t)	2 809,0	1 463,0	1 431,0	-2,2	-49,1
Pétrole brut (\$/ baril)	101,8	41,8	46,7	11,5	-54,2

Source : Produitdoc_ AFD, Marchés Tropicaux; site Insee

Unités utilisées : \$ dollar (Etats-Unis), £ livre sterling (G.B.), cent : \$/100, t : tonne, lb : pound (livre américaine = 0,45kg environ), Ringgits: 0,29\$.

De fin février 2009 à fin mars 2009

Le total des recettes budgétaires internes, enregistré dans le tableau de bord des finances publiques au cours du mois de mars 2009 s'élève à 215,4 milliards contre 101,2 milliards pour le mois de février 2009, soit une augmentation de 114,2 milliards. Cette hausse ressort principalement au niveau des recettes non pétrolières.

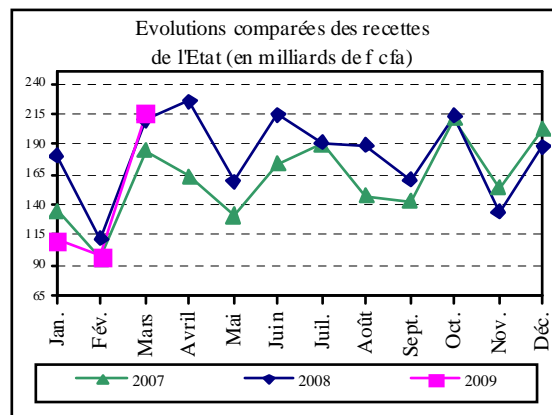
Les recettes pétrolières se chiffrent à 20,1 milliards au mois de mars 2009 contre 11,8 milliards un mois plus tôt et sont constituées exclusivement de la redevance SNH. Elles sont en hausse de 8,3 milliards.

Les recettes non pétrolières s'élèvent à 195,3 milliards au mois de mars contre 89,4 milliards le mois précédent. Cette forte hausse est due à l'encaissement des soldes de l'impôt sur les sociétés non pétrolières intervenu au cours du mois de mars. Les réalisations des principales composantes se présentent ainsi qu'il suit.

Les recettes des impôts et taxes se chiffrent à 152,2 milliards au mois de mars 2009 contre 51 milliards au mois de février, soit une hausse de 101,2 milliards. L'évolution au niveau des différentes rubriques se présente de la manière suivante : la TVA est en hausse de 10,8 milliards et s'élève à 25,5 milliards; l'IS non pétrole croît de 93,8 milliards en se situant à 99,1 milliards ; la TSPP et les droits d'enregistrement baissent respectivement de 0,4 milliard et de 2,1 milliards et s'élèvent respectivement à 6,1 milliards et 3,9 milliards, les droits d'accises restent stables en se situant à 5,4 milliards.

S'agissant des recettes douanières, après un résultat à 33,1 milliards au cours du mois de février 2009, elles croissent de 5,5 milliards au mois de mars 2009 et se chiffrent à 38,6 milliards. Au niveau des sous-rubriques, les droits de douane à l'importation s'élèvent à 19 milliards et augmentent de 3,7 milliards, tandis que la TVA à l'importation s'accroît de 1,4 milliard se situant à 18,1 milliards.

Les recettes non fiscales restent quasi-stables entre les deux mois et s'élèvent à 5 milliards.



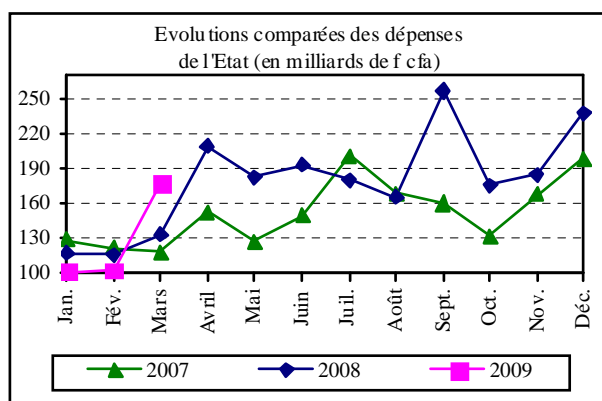
Les dépenses totales effectuées au cours du mois de mars 2009 s'élèvent à 176,6 milliards. Elles sont en hausse de 59,6 milliards par rapport au mois précédent.

Les dépenses de personnel augmentent de 0,8 milliard en se situant à 48,3 milliards. Les dépenses des biens et services s'élèvent à 50,5 milliards en mars 2009 contre 14,6 milliards le mois précédent.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres sont à 29,9 milliards en mars 2009, contre 9,6 milliards un mois plus tôt.

Les transferts et subventions y compris les pensions, se situent à 23,1 milliards et sont en augmentation de 4,1 milliards.

Le service effectif de la dette publique s'élève à 16,5 milliards en mars. Des montants de 6 milliards et 10,5 milliards ont été affectés au paiement de la dette extérieure et de la dette intérieure respectivement.



De janvier 2009 à mars 2009

Au terme des trois premiers mois de l'exercice 2009, les recettes budgétaires internes se chiffrent à 431,7 milliards. Par rapport à la même période de l'exercice précédent, elles enregistrent une baisse de 71,3 milliards en valeur absolue et de 14,2%

en valeur relative. Cette baisse est observée au niveau des recettes pétrolières.

Les recettes pétrolières recouvrées à fin mars 2009 s'élèvent à 43,2 milliards contre 131 milliards à fin mars 2008. Elles sont en diminution de 87,8 milliards (-67%) entre les deux périodes et sont constituées uniquement de la redevance SNH.

Les recettes non pétrolières quant à elles se chiffrent à 388,5 milliards contre 372 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 16,5 milliards (+4,4%). Cette hausse ressort uniquement au niveau des recettes fiscales ainsi que le montrent les résultats suivants.

Le cumul des recettes des impôts et taxes recouvrées à fin mars 2009 se situe à 266,2 milliards contre 252,8 milliards au cours de la même période de l'exercice 2008, soit une augmentation de 13,4 milliards (+5,3%). Cette hausse est due à toutes les principales composantes et se présente ainsi qu'il suit: la TVA croît de 5,9% en passant de 59,7 milliards à 63,2 milliards ; l'IS non pétrole augmente de 5% en se situant à 111,8 milliards ; les droits d'accises haussent de 35% et s'établissent à 18,5 milliards; les droits d'enregistrement s'accroissent de 2,6% et la TSPP de 10,3% avec des montants respectifs de 15,8 milliards et 19,1 milliards.

Les recettes douanières recouvrées à fin mars 2009 se chiffrent à 108,7 milliards. Elles étaient de 100,5 milliards un an plus tôt et sont en augmentation de 8,2 milliards (8,2%) en glissement annuel. Pour ce qui est de l'évolution des différentes composantes, les droits de douanes à l'importation enregistrent une hausse de 6,2% en passant de 48,7 milliards à 51,7 milliards, tandis que la TVA à l'importation augmente de 11,1% et se situe à 53,2 milliards.

Les recettes non fiscales recouvrées à fin mars 2009 baissent de 3,1 milliards par rapport à la même période de l'exercice antérieur en passant de 18,3 milliards à 15,2 milliards, soit une diminution de 16,9% en valeur relative.

En matière de dépenses publiques, les paiements effectués à fin mars 2009 s'élèvent

à 448,1 milliards contre 374,9 milliards à la même période de l'exercice antérieur, soit une hausse de 73,2 milliards. L'analyse par rubriques se présente comme suit :

Les dépenses de personnel croissent de 18,8 milliards en se situant à 141,1 milliards à fin mars 2009.

Les dépenses des biens et services s'élèvent à 90,9 milliards. Elles étaient de 94,6 milliards à la même période de l'exercice antérieur et sont ainsi en diminution de 3,7 milliards.

Les dépenses de transferts et de pensions s'élèvent à 37,8 milliards à fin mars 2009, contre 38,8 milliards en mars 2008, soit une baisse de 1 milliard entre les deux exercices.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffrent à 59,7 milliards à fin mars 2009 contre 42,5 milliards pour la même période de l'exercice précédent, soit un accroissement de 17,2 milliards.

Le service effectif de la dette publique à fin mars 2009 s'élève à 96,3 milliards contre 50,7 milliards à fin mars 2008. Il est constitué de 14,5 milliards de dette extérieure et de 81,8 milliards de dette intérieure. En ce qui concerne la dette intérieure, les intérêts servis au cours de cette période sont de 1,9 milliard, l'amortissement du principal se situe à 5,6 milliards et les paiements d'arriérés sont de 4,6 milliards. A fin mars 2009, les remboursements de crédits de TVA sont de 9,5 milliards, contre 9,9 milliards pour la même période de l'exercice antérieur.

Le flux de financement extérieur enregistre un solde net négatif de 3,6 milliards à fin mars 2009. Ce solde résulte des tirages nouveaux sur emprunts extérieurs pour un montant de 4,6 milliards correspondant essentiellement aux prêts projets, et de l'amortissement du principal de la dette extérieure pour un montant de 8,2 milliards.

S'agissant du financement intérieur, la Position Nette du Gouvernement vis-à-vis du système bancaire (PNG) s'est traduite par une baisse des engagements de l'Etat de 60,2 milliards à fin mars 2009, contre une baisse de 143,9 milliards à fin mars 2008.

Tableau 5: Statistiques des finances publiques (en milliards de francs CFA)

<i>RUBRIQUES</i>	mars-08	févr.-09	mars-09	jan-mars08	jan-mars09	<i>Variation relative</i>			<i>Variation absolue</i>		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c/a)	(c/b)	(e/d)	(c/a)	(c/b)	(e/d)
RECETTES											
I-Recettes pétrolières	31,6	11,8	20,1	131,0	43,2	-36,4	70,3	-67,0	-11,5	8,3	-87,8
1-Redevance SNH	31,6	11,8	20,1	131,0	43,2	-36,4	70,3	-67,0	-11,5	8,3	-87,8
2- IS pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0
II- Recettes non pétrolières	178,7	89,4	195,3	372,0	388,5	9,3	118,5	4,4	16,6	105,9	16,5
1- Recettes Fiscales	173,5	84,1	190,8	353,3	375,0	10,0	126,9	6,1	17,3	106,7	21,7
a- Recettes des impôts et taxes	136,7	51,0	152,2	252,8	266,2	11,3	198,4	5,3	15,5	101,2	13,4
dont -TVA	15,2	14,7	25,5	59,7	63,2	67,8	73,5	5,9	10,3	10,8	3,5
-IS non pétrole	94,3	5,3	99,1	106,5	111,8	5,1	1769,8	5,0	4,8	93,8	5,3
-Droits d'accises	4,3	5,4	5,4	13,7	18,5	25,6	0,0	35,0	1,1	0,0	4,8
-Droits d'enreg.et timbre	3,9	6,0	3,9	15,4	15,8	0,0	-35,0	2,6	0,0	-2,1	0,4
- TSPP	4,9	6,5	6,1	17,1	19,1	24,5	-6,2	11,7	1,2	-0,4	2,0
b- Recettes douanières	36,8	33,1	38,6	100,5	108,7	4,9	16,6	8,2	1,8	5,5	8,2
dont - droit de douane import.	17,7	15,3	19,0	48,7	51,7	7,3	24,2	6,2	1,3	3,7	3,0
-TVA import.+ Dts d'ac./import	17,9	16,7	18,1	47,9	53,2	1,1	8,4	11,1	0,2	1,4	5,3
2- Recettes non fiscales	5,2	4,8	5,0	18,3	15,2	-3,8	4,2	-16,9	-0,2	0,2	-3,1
3- Effets à l'encaissement	0,0	0,5	-0,5	0,4	-1,7		-200,0	-525,0	-0,5	-1,0	-2,1
TOTAL RECETTES BUDGET.	210,3	101,2	215,4	503,0	431,7	2,4	112,8	-14,2	5,1	114,2	-71,3
DEPENSES											
I-Dépenses courantes	95,8	81,1	121,9	255,7	269,8	27,2	50,3	5,5	26,1	40,8	14,1
Dép. personnel	39,9	47,5	48,3	122,3	141,1	21,1	1,7	15,4	8,4	0,8	18,8
Dép. Biens & Serv.	31,8	14,6	50,5	94,6	90,9	58,8	245,9	-3,9	18,7	35,9	-3,7
Transferts et pensions	24,1	19,0	23,1	38,8	37,8	-4,1	21,6	-2,6	-1,0	4,1	-1,0
II- Dépenses des investissements	18,5	17,7	36,4	58,7	75,3	96,8	105,6	28,3	17,9	18,7	16,6
Sur financements extérieurs	2,2	7,1	6,2	7,4	14,3	181,8	-12,7	93,2	4,0	-0,9	6,9
Sur ressource propres.	15,2	9,6	29,9	42,5	59,7	96,7	211,5	40,5	14,7	20,3	17,2
dont PPTE	1,9	0,6	10,3	7,6	14,0	442,1	1616,7	84,2	8,4	9,7	6,4
Dépenses de restructurations	1,1	1,0	0,3	8,8	1,3	-72,7	-70,0	-85,2	-0,8	-0,7	-7,5
III- Dépenses diverses non classées	12,9	9,9	1,8	9,8	6,7	-86,0	-81,8	-31,6	-11,1	-8,1	-3,1
IV- Service de la dette publique	15,1	8,3	16,5	50,7	96,3	9,3	98,8	89,9	1,4	8,2	45,6
Dette extérieure	3,9	4,3	6,0	15,5	14,5	53,8	39,5	-6,5	2,1	1,7	-1,0
Dette intérieure	11,2	4,0	10,5	35,2	81,8	-6,2	162,5	132,4	-0,7	6,5	46,6
dont - amortissement du principal	3,7	0,0	5,4	15,2	5,6	45,9		-63,2	1,7	5,4	-9,6
-remboursement crédits TVA	2,2	3,5	1,7	9,9	9,5	-22,7	-51,4	-4,0	-0,5	-1,8	-0,4
- arriérés intérieurs	3,2	0,5	1,5	7,7	4,6	-53,1	200,0	-40,3	-1,7	1,0	-3,1
TOTAL DEPENSES BUDGET.	142,3	117,0	176,6	374,9	448,1	24,1	50,9	19,5	34,3	59,6	73,2
SOLDE DE BASE	72,9	-6,2	60,5	67,6	59,3	-17,0	-1075,8	-12,3	-12,4	66,7	-8,3

Source: MINFI/DAE/FP.

SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire du Cameroun à fin mars 2009 s'équilibre en ressources et emplois à 2360 milliards, contre 2373 milliards à fin février 2009, et 2117 milliards en glissement annuel.

Dans ce contexte, les avoirs extérieurs nets ont cru de 1,5% pour s'établir à 1717 milliards à fin mars 2009, contre 1692 milliards à fin février 2009. Les avoirs extérieurs nets de la BEAC ont progressé de 3% pour s'établir à 1506 milliards à fin mars 2009, contre 1462 à fin février 2009, alors que les avoirs extérieurs nets des banques et autres institutions bancaires ont continué sur la tendance baissière en enregistrant une baisse de 7,8% pour s'établir à 211 milliards à fin mars 2009, contre 229 milliards à fin février 2009. En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets du système monétaire ont progressé de 9,8%.

Au 31 mars 2009, le crédit intérieur enregistre une baisse de 4,8% et se situe à 642 milliards, contre 675 milliards à fin février 2009. Cette performance procède essentiellement d'une baisse de 7,8% des créances nettes sur du système monétaire sur l'Etat, bien qu'atténuée par un accroissement de 1,2% des créances sur l'économie. De la sorte, l'encours des créances nettes du système monétaire sur l'Etat a été ramené de -606 milliards à fin février 2009 à -653 milliards à fin mars 2009. Il était de -580 milliards à fin mars 2008.

La structure du crédit à l'économie n'a pas changé significativement et reste composée à 88,7% de crédit au secteur privé non financier, à 9,9% de crédit aux entreprises publiques non financières et à 1,4% aux institutions financières non bancaires.

La répartition des créances du système monétaire sur l'économie, selon la durée, n'a pas également changé à fin mars 2009. La part des crédits à court terme s'est stabilisée à 63,2%, contre une part de 32,3% des crédits à moyen terme et de 4,5% des crédits à long terme.

La diminution des créances nettes du système monétaire sur l'Etat s'explique par une relative bonne santé des trésoreries publiques malgré la crise.

Reflétant l'évolution des contreparties, la masse monétaire (M2) a reculé de 1,1% pour se situer à 2068 milliards à fin mars 2009, contre 2096 milliards à fin février 2009. En glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 9,4%. Composée de : 18,5% de la monnaie fiduciaire ; 38,8% de la monnaie scripturale et 41,7% de la quasi-monnaie, la structure de la masse monétaire est restée quasi-stable.

Tableau 6: Situation monétaire large à fin mars 2009 (en milliards de FCFA)

	Mars-08	Fév.-09	Mars-09
TOTAL DES CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYTEME MONETAIRE	2 117	2 367	2 360
AVOIRS EXTERIEURS NETS	1 565	1 692	1 718
CREDIT INTERIEUR (a+b)	552	552	643
CREANCES NETTES SUR L'ETAT (a)	-581	-607	-654
POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT	-449	-490	-543
AUTRES CREANCES NETTES SUR L'ETAT	-122	-117	-111
CREANCES SUR L'ECONOMIE (b)	1 133	1 282	1 297
ENTREPRISES PUBLIQUES NON FINANCIERES	96	124	139
SECTEUR PRIVE NON FINANCIER	1 013	1 128	1 131
TOTAL DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	2 117	2 367	2 360
MONNAIE FIDUCIAIRE	295	377	387
MONNAIE SCRIPTURALE	819	849	831
DISPONIBILITES MONETAIRES	1 113	1 226	1 218
QUASI-MONNAIE	778	865	850
BANQUES CREATRICES DE MONNAIE	775	862	847
MASSE MONETAIRE	1 891	2 091	2 068
FONDS PROPRES	283	311	306
AUTRES POSTES NETS	-57	-34	-14

Source : BEAC

Opérations interbancaires

Sur le compartiment interbancaire du marché monétaire, deux opérations ont été enregistrées en mars 2009: l'une entre AFRILAND FIRST BANK, prêteuse, et Standard Chartered Bank of Cameroon, emprunteuse, portant sur un montant de 10 milliards, au taux de 3,25%, pour une durée de 7 jours ; et l'autre, entre la Commercial Bank of Cameroon, prêteuse, et BSIC Tchad, emprunteuse, portant sur un montant de 1 milliard, au taux de 4,5%, pour une durée de 31 jours

Injections de liquidités: Guichet A

L'encours des avances de la BEAC aux établissements de crédit a enregistré un troisième pic en mars 2009, après les pics de février 2009 et de décembre 2008. Il s'établit à 5,7 milliards, au taux de 4,75% en mars 2009, contre 3,7 milliards en février 2009, 351 millions à fin janvier 2009, 3,9 milliards en décembre 2008, et 345 millions en glissement annuel. Le pic de 5,7 milliards observé en mars 2009 s'explique essentiellement par un accroissement des appels d'offres de 7 jours, et accessoirement par une augmentation des avances exceptionnelles sur certificat de placement. Les autres guichets à savoir, les prises en pensions, et les interventions ponctuelles n'ont enregistré aucune opération.

Placements des établissements de crédit à la BEAC

L'encours des placements à la BEAC des établissements de crédit éligibles, et institutions financières publiques, s'est stabilisé à 210 milliards en mars 2009, contre 212 milliards à fin février 2009 et 254 milliards en glissement annuel. La configuration de ces placements se présente ainsi qu'il suit en mars 2009: 59,% de ces placements est à 7 jours au taux de 1,3% ; 30% des placements est à 28 jours au taux de 1,3625% ; et 11% des placements est à 84 jours au taux de 1,425%.

Guichet B : Sur ce compartiment, la BEAC accorde les prêts destinés aux investissements productifs ainsi que les crédits à court et moyen termes irrévocables. Depuis plus de deux ans, aucune opération n'a été réalisée sur ce marché. Cette situation se justifie par la rareté des

emplois bancaires à moyen et long termes pouvant bénéficier d'un refinancement de la BEAC.

Situation des réserves obligatoires

Le coefficient des réserves obligatoires a été révisé à la hausse le 20 mars 2008. Il est fixé dorénavant à 11,75% pour sur les dépôts à vue (DAV), contre 10,25% précédemment et à 9,25% sur les dépôts à termes (DAT), contre 8,25% antérieurement. L'encours des réserves obligatoires des banques camerounaises s'est établi à 206 milliards au 28 février 2009, contre 207 milliards au 31 janvier 2009. Il représente 33,5% des réserves libres, constituées des placements en appels d'offres négatifs et des soldes des comptes courants des banques. Il représente par ailleurs 80% des soldes des comptes courants des banques et 57% des placements en appels d'offres négatifs.

L'encours des réserves obligatoires dans la CEMAC s'est élevé à 542 milliards au 28 février 2009, contre 510 milliards au 31 janvier 2009.

Engagements du Trésor Public vis-à-vis de la BEAC

Les engagements du Trésor Public vis-à-vis de la BEAC sont de deux ordres : les avances statutaires (ligne de crédit ouverte) et l'encours des crédits consolidés. Le plafond des avances statutaires au titre de l'exercice 2009 est fixé à 373 milliards, contre 318 milliards en 2008. Au premier trimestre 2009, aucun tirage n'a été effectué sur cette ligne de crédit. Cette situation se justifie par l'engagement pris par le Gouvernement de continuer à limiter en 2009, le recours à toutes nouvelles avances statutaires et à émettre les titres publics à souscription libre. L'encours des crédits consolidés sur l'Etat s'élève à 396 millions à fin mars 2009, contre 408 millions à fin février 2009 et 825 millions en glissement annuel.

Taux de couverture de la monnaie

Le taux de couverture de l'émission monétaire s'est stabilisé autour de 93,6% au cours du premier trimestre 2009. Il est de 102% au niveau sous régionale en mars 2009.

Le minimum statutaire exigé est de 20%.

Secteur bancaire

Globalement, l'activité bancaire s'est stabilisée au cours du mois de mars 2009.

Le bilan consolidé des 12 banques créatrices de monnaie opérant sur le territoire camerounais s'est équilibré à 2431 milliards à fin mars 2009, contre 2506 milliards à fin février 2009. Les Fonds Propres des banques se sont stabilisés à 332 milliards.

L'évolution des grands postes du bilan consolidé reste assez contrastée : les créances du secteur bancaire sur l'économie ont progressé de 1,2% pour se hisser à 1233 milliards, contre 1219 milliards à fin février 2009.

Les créances du système bancaire sur l'Etat se sont stabilisées à 108 milliards à fin mars

2009. L'encours des dépôts de l'Etat a baissé de 8% pour s'établir à 241 milliards à fin mars 2009, contre 262 milliards à fin février 2009.

Le taux des créances en souffrance, mesuré en rapportant les créances en souffrance sur les crédits bruts au secteur privé non financier, n'a pas changé significativement. Il se situe à 16,6% à fin mars 2009, contre 17,1% en début d'année. L'encours des créances en souffrance s'établit à 169,4 milliards à fin mars 2009, contre 156 milliards en début de période. Des créances d'un montant total de 17,7 milliards ont été recouvrées ou reclassées saines et en même temps, l'on a enregistré l'entrée de nouvelles créances en souffrance à hauteur de 30,7 milliards.

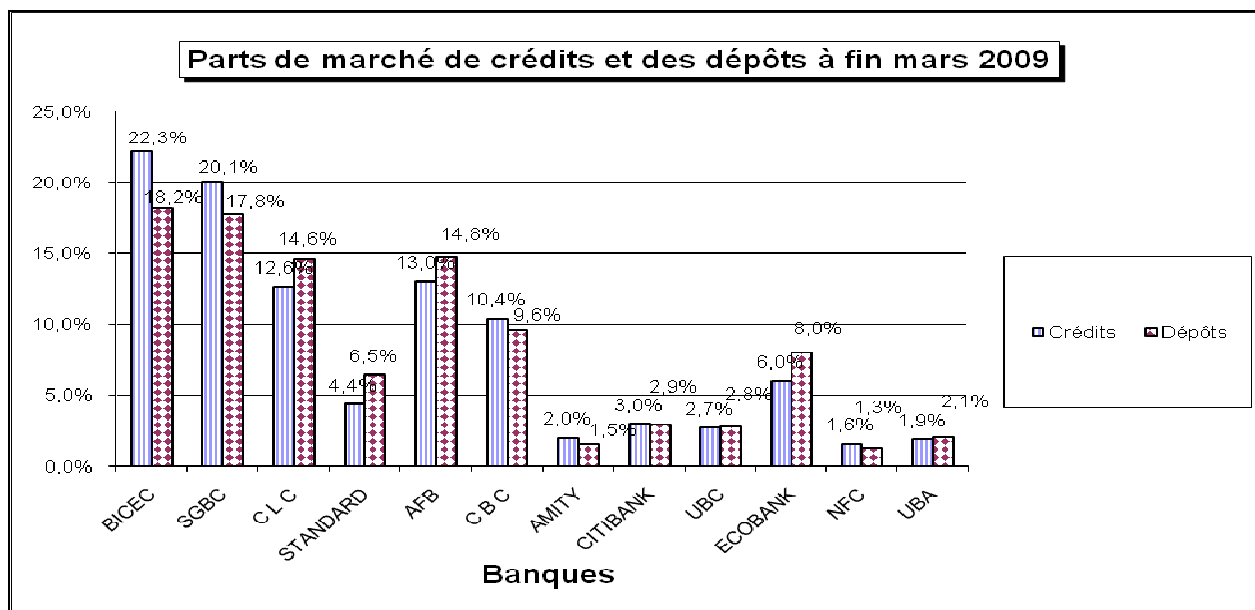
Tableau 7 : Créances en souffrance à fin mars 2009 (en millions de FCFA)

Libellé poste	Encours début période (jan09)	créances recouvrées et reclassées	Échéances impayées, et reclassées impayées et déchéance de terme	Encours de fin mars 2009
Créances impayées	14121	15279	29164	28006
Créances immobilisées	398	13	2	387
Créances douteuses couvertes par la garantie de l'état				
Créances douteuses couvertes par des sûretés réelles	36335	1224	944	36055
Créances douteuses depuis moins d'un an	15001	1	932	15932
Créances douteuses depuis 1 à 2 ans	1381	60		1321
Créances douteuses depuis 2 à 3 ans	998	4	11	1005
Créances douteuses depuis plus de 3 ans	18955	1159	1	17797
Autres créances douteuses	103830	1138	553	103245
Créances douteuses depuis moins d'un an	24306	539	100	23867
Créances douteuses depuis 1 à 2 ans	26966	190	262	27038
Créances douteuses depuis plus de 2 ans	52558	409	191	52340
Créances impayées sur le crédit –bail	239	108	123	254
Créances douteuses sur le crédit –bail	1488	2		1486
Créances brutes en souffrance	156411	17764	30786	169433

Source : DAE

S'agissant de la répartition des parts de marché, l'activité bancaire reste dominée par 4 banques à savoir la BICEC, la SGBC, AFRILAND First Bank, et CA-SCB qui occupent environ 68% des parts du marché du crédit et 65% des dépôts. Elles sont suivies par 3 autres banques : la Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC), la Commercial Bank-Cameroon (CBC) et ECOBANK qui détiennent 20% des parts du marché du crédit et 24% du marché des dépôts.

Les banques restantes à savoir, CITIBANK, AMITY, UNION BANK, NATIONAL FINANCIAL BANK et United Bank for Africa (UBA) se contentent de 11,3% du marché du crédit et 10,6% du marché des dépôts. Les parts de marché ainsi que le classement des banques selon l'encours des crédits et le volume des dépôts sont consignés dans le graphique et tableau ci-après :



Source : DAE

Au plan de l'analyse des normes de gestion, définies comme un ensemble de règles que les établissements de crédit sont tenus de respecter pour assurer leur équilibre financier, les 12 banques camerounaises, bien que ne respectant pas encore le ratio portant sur la structure du portefeuille crédit et relatif à

l'accord de classement, restent en général liquides et suffisamment capitalisées par rapport à l'évolution de leurs risques, exceptées deux banques qui affichent des fonds propres négatifs et quelques unes qui évoluent en dehors des normes relatives à la division des risques et la couverture du risque.

Tableau 8: Performance en matière de respect des Ratios Prudentiels à fin mars 2009

	Pour mémoire: répartition des Fonds Propres nets (en millions de FCFA)	Ratio de couverture des risques par les fonds propres (Min exigé = 8%)	Ratio de couverture des immobilisations par les capitaux permanents (Min=100%)	Rapport de structure de portefeuille-crédit (Min = 55%)	Ratio de liquidité (ressources immédiatement disponibles et susceptibles de couvrir au minimum l'intégralité des dettes à échoir dans un mois au plus, Min =100%)	Coefficient de transformation à long terme (Min = 50%)	Ratio de division des risques sur un seul client (Max = 4% des Fonds Propres)	Ratio de division des risques sur l'ensemble des clients (Max = 800% des Fonds Propres)
BICEC	28542	14	140	1	195	49	respecté	Respecté
SCBC (ex CLC)	18851	14	287	0	295	67	respecté	Respecté
SGBC	25881	11	188	0	178	66	Non respecté	Respecté
STD BK	9522	30	445	0	309	51	Non respecté	Respecté
AFRILAND Bank	18774	11	102	0	305	73	respecté	Respecté
AMITY BANK	-14698	-163	-1419	0	121	-644	non respecté	Non respecté
CBC	10379	07	143	2	70	64	non respecté	Non respecté
CITIBANK	11822	88	1285	0	321	1664	respecté	Respecté
ECOBANK	7143	8	123	0	207	72	respecté	Respecté
UBC	-3798	-15	-288	0	323	-7	non respecté	Non respecté
UBAC	3312	108	240	0	524	240	respecté	Respecté

Source: DAE / BEAC

Norme respectée		Norme non respectée =	
-----------------	--	-----------------------	--

INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

Prix à la consommation des ménages

Par rapport au mois de février 2008, l'indice des prix à la consommation finale des ménages à Yaoundé a connu une baisse de 0,2% au cours du mois de mars 2008. Cette diminution a été observée dans tous les postes de consommation.

En glissement annuel, cet indice est en hausse de 3,8%, suite aux progressions enregistrées au niveau des postes tels que *l'alimentation, boissons et tabacs* (7,0%), *l'éducation et loisirs* (2,4%) et *l'habillement et chaussures* (2,1%). Par contre, les dépenses de maison et celles de transport et télécommunication ont reculé respectivement de 1,3% et 0,5% sur la période.

A Douala, l'indice des prix à la consommation finale des ménages a reculé de 0,2% au mois de mars 2009 par rapport au mois précédent. Cette baisse est due dans l'ensemble à celle des prix dans tous les postes, notamment les dépenses d'habillement et chaussures (-0,5%), les produits alimentaires (-0,2%) et les dépenses de maison (-0,1%). La baisse des prix des produits alimentaires découle de la diminution de 1,5% des prix des huiles, graisses et divers, freinée par la hausse de 0,6% des prix des légumes.

En glissement annuel, l'indice des prix a progressé de 2,3% à Douala. Cette progression a résulté des augmentations enregistrées au niveau de *l'alimentation, boissons et tabacs* (3,2%), de *l'habillement et chaussures* (4,1%) et des dépenses d'éducation et loisirs (2,3%).

Produits pétroliers

a- Quantités des produits pétroliers mises à la consommation

Au cours du mois de mars 2009, les mises à la consommation de super, de gazole, de fuel et de gaz domestique se sont accrues respectivement de 7,6% ; 13,7% ; 25% et 2,8% par rapport au mois de février. Par contre, celles du pétrole lampant ont diminué de 20,6%.

En glissement annuel, l'on observe des augmentations de 5,9%, de 8,9% et de 27,1% des quantités de super, de gazole et de gaz domestique mises sur le marché national. Celles du pétrole lampant et du fuel fléchissent de 23,9% et 6,7%.

Tableau 9: Evolution des quantités des produits pétroliers mises à la consommation (en milliers de litres)

Produits	mars-08	févr-09	mars-09	variations	
	(a)	(b)	(c)	(c/a)	(c/b)
Super	34055	33511	36066	5,9	7,6
Kérosène	8996	8617	6842	-23,9	-20,6
Gazole	44363	42493	48321	8,9	13,7
Fuel	5775	4311	5390	-6,7	25,0
Butane	3449	4266	4385	27,1	2,8

b- Prix des produits pétroliers

Les prix à la pompe des produits pétroliers sont restés inchangés sur le marché national depuis le mois de février 2008, grâce à un important soutien de l'Etat en terme de subventions à la consommation intérieure. Ainsi, le super coûte 594 F/litre, le kérosène 375 F, le gasole 545 F et la bouteille de 12kg de gaz butane à 6000F.